

Un mandat démocratique pour la Catalogne

Le Monde.fr | 29.10.2015 à 11h24



Le président de Catalogne, le 26 octobre LLUIS GENE / AFP

Par Artur Mas

Le 27 septembre, les Catalans ont donné à leurs représentants élus un mandat démocratique clair pour **entamer** un processus **politique** responsable et négocié qui aboutira à la création d'un État indépendant pour la Catalogne. Les résultats de cette élection historique sont clairs : avec une participation record de 77,5 % des électeurs, les deux listes qui sont explicitement en faveur de l'indépendance ont remporté 72 sièges sur 135 et près de 48 % des suffrages. Les partis politiques qui sont explicitement contre l'indépendance ont reçu 39 % des suffrages. Les 11 % restants se sont répartis entre deux partis qui sont en faveur de l'autodétermination de la Catalogne, sans toutefois **confirmer** qu'ils appelleront leurs représentants à **voter** en faveur du « oui » ou du « non » si un référendum d'autodétermination a lieu. La victoire du « oui » est par conséquent indiscutable. De plus, elle est remarquable, compte tenu de la campagne de peur conduite par le gouvernement espagnol dans le but d'influencer le résultat du scrutin.

La victoire en faveur de l'indépendance est claire est sans équivoque, bien que le gouvernement espagnol ait suggéré que les partisans de l'indépendance avaient perdu. On peut s'étonner que le gouvernement espagnol, qui a empêché la tenue d'un référendum formel comme cela s'est fait en Écosse ou au Québec, interprète à présent les résultats de l'élection comme s'il s'agissait d'un référendum. Si le gouvernement espagnol souhaite **compter** les votes, cela peut **être** fait très simplement : le Président espagnol Mariano Rajoy n'a qu'à **suivre** l'exemple de David Cameron, qu'il admire tant, et **autoriser** l'organisation d'un référendum légal. Tant que cela n'est pas possible, nous continuerons sur notre voie actuelle. En tant que démocrates, nous nous devons d'honorer le mandat électoral qui nous a été accordé.

Partenaire fiable

Qu'en est-il donc pour l'avenir ? Tout d'abord, le Parlement de Catalogne nouvellement élu fera une déclaration solennelle pour **marquer** le début d'un processus **politique** qui se conclura par l'indépendance. Cette déclaration sera envoyée aux institutions espagnoles, européennes et internationales pour **annoncer** que la transition vers un État indépendant a commencé, et que les négociations à cette fin vont **débuter**. Nous ne souhaitons pas **entreprendre** ce processus seuls, mais préférons au contraire le **faire** main dans la main avec nos voisins et alliés, afin d'assurer une

transition progressive et sans heurts.

La feuille de route que nous avons dressée établit un calendrier de transition sur environ 18 mois, au cours desquels le gouvernement de Catalogne concevra et construira les structures nationales nécessaires pour que la Catalogne puisse **fonctionner** en tant qu'État. La future République catalane sera semblable à l'**Autriche** et au **Danemark** en termes de taille, de **population** et de PIB. Elle constituera un partenaire fiable et responsable pour **construire** une **Europe** plus solide, plus unie et plus sûre. Le mouvement national catalan a toujours été profondément attaché au **projet** européen. Nous sommes également de fervents défenseurs du marché libre, et notre économie est déjà intégrée dans celles de l'UE et de la zone euro.

Avec le résultat des élections, nous avons reçu un mandat solennel de la part du peuple catalan, que nous mettrons en œuvre au cours des semaines et mois à **venir**. Au cours de cette période de transition, nous agissons avec la plus grande transparence et sous le regard des institutions de l'**Union européenne**. Par ailleurs, bien que le gouvernement espagnol soit jusqu'à présent resté intransigeant sur la question de l'indépendance catalane, il est clair qu'une transition sans dialogue n'est souhaitable pour personne. Par conséquent, nous sommes convaincus qu'en dialoguant de façon productive avec les institutions concernées en **Espagne**, en Europe et ailleurs, nous pourrions **obtenir** un résultat négocié positif qui profitera à toutes les parties.

Artur Mas est le président de la Catalogne